XIVème Congrès de l'AFEP (17-20 juin 2025)

AAC Atelier thématique ouvert « **Histoire et sociologie des économistes** »

Adrien Rougier Benjamin Castelanelli

Cet atelier porte sur les travaux sociohistoriques récents qui traitent des économistes et interrogent l'« influence » de leurs savoirs en dehors du domaine académique. Il se veut ouvert à toutes les périodisations, synchroniques ou diachroniques, ainsi qu'à tous les espaces géographiques, qu'ils soient nationaux, internationaux ou transnationaux. L'un des objectifs est de faire dialoguer des personnes travaillant sur ces sujets à partir de différentes techniques d'enquête (entretiens, archives, bibliométrie, prosopographie, lexicométrie, ethnographie, analyse de séquences, etc.) et ayant des affiliations théoriques diverses (« sociologie économique », « histoire sociale des idées », « histoire de la pensée économique », « sociologie des intellectuels et de l'expertise », « science and technology studies », « sociologie des professions », etc.). Toutes les provenances disciplinaires sont acceptées et les travaux qui mêlent résultats qualitatifs et quantitatifs sont encouragés. À noter également que les communications peuvent être ou non en lien avec le thème général du congrès (« Capitalismes, savoirs et représentations économiques à l'épreuve des reconfigurations Nords/Suds »).

Un premier axe de cet atelier s'inscrit dans la continuité des recherches traitant de l'économie comme discipline académique en France. Plusieurs évolutions ont été documentées, à propos des programmes d'enseignement (Le Gall, 2017; Monneau, 2018), des recrutements et des alliances au sein d'institutions académiques centrales (Godechot, 2011), des trajectoires professionnelles et des rémunérations à l'université (Jobert, 2013, 2015), de la mise en place de nouvelles règles et instruments gouvernant la discipline (Chavance & Labrousse, 2017), tout particulièrement des classements de revues (Pontille & Torny, 2010; Walery, 2011; Gallois, 2013). Ces dernières ont également fait l'objet d'études dédiées, de type monographique ou comparative (Steiner, 2000; Arena & Navarro, 2010; Rougier 2024). Des recherches bibliométriques ont par ailleurs été entreprises afin d'évaluer les différences de qualité entre les revues (Chatelain & Ralf, 2012) ou pour classer les économistes français et les institutions académiques en fonction de leur productivité (Courtault, Rimbaux & Zhu, 2010; Bosquet &

Combes, 2012; Lesueur, 2012). D'autres études ont tenté d'expliquer économétriquement les différences de performances en matière de scores bibliométriques (Bosquet & Combes, 2013, 2017; Bosquet *et al.*, 2022), d'obtention de promotions (Combes, Linnemer & Visser, 2008; Bosquet, Combes & García-Peñalosa, 2019) et d'octroi de récompenses académiques (Lesueur, 2012; Kossi, Lesueur & Sabatier, 2013; Kossi, 2017). Des sondages ont aussi été menés pour évaluer le « degré de consensus » parmi les économistes français sur les « questions économiques générales » (Mayer & Wasmer, 2010) ou encore pour « objectiver les différents univers de croyances épistémologiques » dans le contexte national (Plumecocq, 2021). Enfin, plusieurs traditions ou spécialités ont fait l'objet de mise en perspective historique. C'est le cas de l'institutionnalisme monétaire français (Alary, Blanc & Desmedt, 2016), de l'économie marxiste (Pouch, 2018), de l'école de la Régulation (Fray, 2019), de l'économie publique (Hauchecorne, 2018), de la neuroéconomie (Monneau & Lebaron, 2011), des essais contrôlés randomisés (Jatteau, 2020) ou encore de la modélisation macroéconomique après la Seconde Guerre mondiale (Muniz Duarte, 2024).

Le deuxième axe de cet atelier s'intéresse aux économistes, non plus du point de vue interne à la discipline universitaire, mais à partir de la question de leur « influence » en dehors de la sphère académique. Les savoirs économiques ont longuement été analysés à l'aune de leur performativité (MacKenzie et al., 2007), à travers les dispositifs socio-techniques que produit la science économique (Callon, 1998) ou, dans une filiation austienne, à travers la force illocutoire des discours économiques (Ambroise B., Salle G. & Sobel R., 2015). Les travaux sur le rôle des économistes dans l'élaboration des politiques publiques (Bessis & Éloire, 2023) et la construction de l'économie (Finez, 2013) se sont largement développés, comme en témoignent les dossiers parus dans la Revue française de socio-économie en 2023 (« Savoirs économiques et action publique : institutionnalisation et usages ») ou la revue *Politix* en 2021 (« L'État des économistes »). Dans leur synthèse, Daniel Hirschman et Elizabeth Popp Berman (2014) insistent sur trois constats : l'autorité de la profession d'économiste (Fourcade, 2009), les positions de pouvoir qu'occupent certain es économistes (Maesse et al., 2021 ; Lebaron, 2021) et la diffusion et l'importance des schèmes cognitifs ou des styles de raisonnement économiques dans la fabrique des instruments de la politique économique (Bonnaud et al., 2023). Dans un contexte caractérisé par la reconnaissance de la compétence économique dans le champ politique (Dulong, 1997; Lebaron, 2000), l'extension du domaine des économistes peut également inclure les partis politiques (Pouch, 2001 ; Fulla, 2016) ou les organisations internationales comme l'OCDE (Brissaud, 2021; Gayon, 2021) ou le FMI (Chwieroth, 2010). Cet axe se veut attentif à la construction du pouvoir symbolique des économistes, aux stratégies de diffusion de leurs discours et aux processus de réappropriations plus ou moins déformants de leurs contenus. Ainsi, les communications qui, à partir d'études de cas, prolongent, questionnent, voire remettent en cause l'« influence » des économistes sur une diversité d'acteur·rices, de secteurs socio-économiques, d'organisations, de mouvements sociaux, etc., sont tout particulièrement attendues.

Les propositions de communication peuvent être rédigées en français ou en anglais et ne doivent pas excéder une page. Elles sont à envoyer aux adresses suivantes avant le 31 mars 2025 : aadrienrougier@gmail.com

castelanelli.benjamin@outlook.fr

Elles doivent être également déposées sur le site du congrès (https://afep2025.sciencesconf.org) en choisissant le nom de l'atelier comme « thématique » au moment du dépôt.

Bibliographie

Alary P., Blanc J. et Desmedt L. (2016), « Introduction. Genèse et évolution d'un corpus théorique », *in* Alary P., Blanc J., Desmedt L. et Théret B. (dir.), *Théories françaises de la monnaie*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 7-32.

Ambroise B., Salle G. et Sobel R. (2015), « L'économie entre performativité, idéologie et pouvoir symbolique », *L'Homme & la Société*, n° 197 (3), p. 13-30.

Arena R. et Navarro C. (2010), « Permanence et évolution dans la Revue d'économie Industrielle : trente ans de publications », *Revue d'économie industrielle*, n° 129-130, p. 381-401.

Bessis F. et Éloire F. (2023), « Savoirs économiques et action publique : institutionnalisation et usages », *Revue Française de Socio-Économie*, n° 31 (2), p. 49-68.

Bosquet C. et Combes P-P. (2012), « Un panorama de la recherche française en économie comparant les approches Google Scholar et Econlit », *Revue d'économie politique*, vol. 122, n° 4, p. 477-545.

Bosquet C. and Combes P-P. (2013), « Are academics who publish more also more cited? Individual determinants of publication and citation records », *Scientometrics*, n° 97, p. 831-857.

Bosquet C. and Combes P-P. (2017), « Sorting and agglomeration economies in French economics departments », *Journal of Urban Economics*, n° 101, p. 27-44.

Bosquet C., Combes P-P. and García-Peñalosa C. (2019), « Gender and Promotions: Evidence from Academic Economists in France », *Scandinavian Journal of Economics*, vol. 121, n° 3, p. 1020-1053.

Bosquet C., Combes P-P., Henry E. and Mayer T. (2022), « Peer Effects in Academic Research: Senders and Receivers », *The Economic Journal*, vol. 132, n° 648, p. 2644–2673.

Brissaud, C. (2021), « Des prophètes aux "data slaves". Une analyse des signataires des rapports de l'OCDE sur la santé (1990-2018) », *Politix*, n° 133 (1), p. 111-148.

Callon M. (1998), The laws of Market, Oxford, Wiley-Blackwell.

Chatelain J-B. et Ralf K. (2012), « Les revues d'excellence en économie et en gestion. Discordances entre la classification de l'AERES (2008) et les facteurs d'impact par les citations selon les domaines », *Revue économique*, vol. 63, n° 1, p. 157-168.

Chavance B. & Labrousse A. (2018), « Institutions and 'Science': The contest about pluralism in economics in France », *Review of Political Economy*, vol. 30, n° 2, p. 190-209.

Chwieroth J. M. (2010), Capital Ideas: The IMF and the Rise of Financial Liberalization, Princeton, University Press.

Combes P-P., Linnemer L. and Visser M. (2008), « Publish or peer-rich? The role of skills and networks in hiring economics professors », *Labour Economics*, vol. 15, n° 3, p. 423-441.

Courtault J-M. (2010), « De la réputation scientifique et de sa mesure », *Revue française d'économie*, vol. 225, n° 3, p. 185-230.

Courtault J-M. (2010), « Research in Economics and Management in France: A bibliometric study using the hindex », *Journal of Socio-Economics*, vol. 39, n° 2, p. 329-337.

Courtault J.-M., Rimbaux E. et Zhu, T. (2010), « De la réputation scientifique et de sa mesure : une étude comparée des citations des économistes et des gestionnaires des universités et des écoles », *CEPN Working Papers*.

Dulong D. (1997), Moderniser la politique. Aux origines de la Vè République, Paris, L'Harmattan.

Finez J. (2013), « Les économistes font-ils l'économie ferroviaire ? Maurice Allais, la « théorie du rendement social » et les premières restructurations de la SNCF », *Revue française de socio-économie*, n° 11, p. 15-34.

Fourcade M. (2009), Economists and societies: discipline and profession in the United States, Britain and France, 1890s to 1990s, Princeton, Princeton University Press.

Fray P. (2020), « Genèse, formalisation et renouvellement d'une école de pensée dans le champ des sciences économiques. Le cas de la théorie parisienne de la régulation », Mémoire en sociologie, École des hautes études en sciences sociales.

Fulla M. (2016), Les socialistes français et l'économie (1944-1981). Une histoire économique du politique, Paris, Presses de Sciences Po.

Gallois N. (2013), « Les conséquences des nouveaux critères d'évaluation des chercheurs en science économique », *L'économie politique*, vol. 59, n° 3, p. 98-112.

Gayon V. (2021), Épistémocratie. Enquête sur le gouvernement international du capitalisme, Paris, Éditions Raisons d'Agir.

Godechot O. (2011), « How Did the Neoclassical Paradigm Conquer a Multi-disciplinary Research Institution? », *Revue de la régulation*, n° 10. URL : http://journals.openedition.org/regulation/9429.

Hauchecorne M. (2018), «L'État des économistes au miroir transatlantique. Circulations et hybridation de l'économie publique française et états-unienne » in Daniel Sabbagh, Maud Simonet (dir.), De l'autre côté du miroir. Comparaisons Franco-Américaines », PUR, Rennes, p. 119–131.

Hirschman D. & Popp Berman E. (2014), « Do Economists Make Policies? On the Political Effects of Economics », *Socio-Economic Review*, vol. 12, p. 779-811.

Jatteau A. (2020), Faire preuve par le chiffre ? Le cas des expérimentations aléatoires en économie. Paris, Institut de la gestion publique et du développement économique.

Jeannin P. (2004), « Les économistes et leurs revues », Revue d'économie politique, vol. 114, n° 3, p. 272-288.

Jobert T. (2013), « Une photographie du corps des professeurs des universités de sciences économiques en 2011 », *Revue D'économie Politique*, vol. 123, n° 2, p. 161-178.

Jobert T. (2015), « Évolution des carrières et des salaires des enseignants chercheurs depuis le plan de revalorisation de 2008. L'exemple de la section 5 du CNU (Sciences Économiques) », *Revue d'économie politique*, vol.125, n° 6, p. 835-855.

Kossi Y. (2017), « Tournois séquentiels et compétition pour la prime d'excellence scientifique », *Revue française d'économie*, vol. 32, n° 4, p. 57-94.

Kossi Y., Lesueur J-Y., et Sabatier M. (2013), « Compétition académique et modes de production scientifique des économistes français », *Revue d'économie politique*, vol. 123, n° 4, p. 469-494.

Le Gall B. (2017), « L'aggiornamento d'un département d'économie : conversion à la gestion et marginalisation des savoirs critiques », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, vol. 220, n° 5, p. 49-67.

Lebaron F. (2000), La Croyance économique. Les économistes entre science et politique, Paris, Seuil.

Lebaron F. (2021), « Pour une sociologie historique globale de l'ascension des économistes aux sommets de l'État », *Politix*, n° 134 (2), p. 129-37.

Lesueur J-Y. (2012), « La production scientifique des enseignants-chercheurs en économie : Quelques résultats économétriques issus du dispositif PES », *Revue économique*, vol. 63, n° 4, 743-778.

MacKenzie D., Muniesa F., Siu L. (dir.), *Do Economists Male Markets? On the Performativity of Economics*, Princeton, Princeton University Press, 2007.

Maesse J., Pühringer S., Rossier T. & Benz P. (2021), Power and Influence of Economists: Contributions to the Social Studies of Economics, London, Routledge.

Marco L. (dir.) (1996), Les revues d'économie en France : Genèse et actualité (1751-1994), Paris, L'Harmattan.

Mayer T. et Wasmer E. (2010), « Y a-t-il du consensus entre économistes en France ? », Revue d'économie financière, n° 32, p. 96-106.

Monneau E. (2018), « Economics Degrees in the French University Space: Heteronomy and Professionalization of Curricula 1970-2009 », *Historical Social Research/Historische Sozialforschung* (HSR), vol. 43, n° 3, p. 63-93.

Monneau E. et Lebaron F. (2011), « L'émergence de la neuroéconomie : Genèse et structure d'un sous-champ disciplinaire », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, vol. 2, n° 25, p. 203-238.

Petit O., Melin H. et Chavy F. (2019), « La course aux étoiles des revues académiques : une quête de visibilité et de reconnaissance pour quel lectorat ? », *Développement durable et territoires*, vol. 10, n° 1. URL : http://journals.openedition.org/developpementdurable/13811.

Plumecocq G. (2021), « Postures et pratiques des économistes : convergence ou divorce ? », *Revue économique*, vol. 72, n° 2, p. 333-369.

Pouch T. (2001), Les économistes français et le marxisme (1950-2000). Apogée et déclin d'un discours critique, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Pouch T. (2018), « Le destin singulier de Marx dans la science économique en France », *in* Ducange J-N et Burlaud A. (dir.), *Marx, une passion française*, Paris, La Découverte.

Rougier A. (2024), « Schoolness effect and academic journals: The case of the *Revue de la Régulation* (2007-2023) », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, n° 37. URL: http://journals.openedition.org/regulation/24647.

Steiner P. (2000), «La Revue Economique 1950-1980. La marche vers l'orthodoxie académique ?», Revue économique, vol. 51, n° 5, p. 1009-1058.

Walery S. (2011), « Productivité académique contre contribution scientifique : le cas de l'économie », *L'Économie politique*, vol. 51, n° 3, p. 70-96.